

27 septembre, 2011

La pauvreté coûte 2 milliards \$ par an aux citoyens du Nouveau-Brunswick

(Halifax / Moncton) Une nouvelle étude publiée aujourd'hui, intitulée «Coût de la pauvreté au Nouveau-Brunswick», réalisée conjointement par l'économiste Angella MacEwen et Christine Saulnier, révèle que:

- La pauvreté coûte au gouvernement du Nouveau-Brunswick **un demi-milliard de dollars par an;**
- Ces coûts représentaient **6,5 % du budget du gouvernement du Nouveau-Brunswick** pour l'année 2009-2010;
- Les dépenses de soins de santé liées à la pauvreté coûtent à elles seules au gouvernement **196 millions de dollars par an;**
- En ajoutant aux coûts pour le gouvernement l'ensemble des coûts économiques, le coût total de la pauvreté pour la province est de **2 milliards de dollars;**
- Investir dans un plan global visant à réduire la pauvreté pourrait coûter aussi peu que **la moitié des coûts** attribuables à la pauvreté.

«Il est clair qu'en tardant d'agir pour combattre la pauvreté au Nouveau-Brunswick cela est très coûteux non seulement pour le gouvernement, mais pour la société dans son ensemble», explique Christine Saulnier, directrice du Centre canadien de politiques alternatives, au bureau de la Nouvelle-Écosse, auteur du rapport dévoilé aujourd'hui en partenariat avec le Front commun pour la justice sociale du NB Inc.

Tout en dévoilant ces coûts, le rapport démontre que si on réussissait à sortir de la pauvreté la tranche de 20 % des citoyens les plus pauvres au NB, une quantité importante de ressources pourrait être épargnée ou réaffectée. « Cette fois encore, cette recherche montre que nous avons beaucoup à gagner en investissant dans la réduction et l'élimination de la pauvreté », affirme MacEwen. « Les politiques qui s'attaquent aux causes profondes de la pauvreté sont susceptibles d'améliorer la qualité de vie et de promouvoir la production économique pour l'ensemble de la province. »

Les calculs dans le rapport sont fondés sur des recherches qui, l'une après l'autre, font le lien entre la pauvreté et les problèmes sur le plan de la santé, le manque d'alphabétisation, l'augmentation de la criminalité, le piètre rendement scolaire pour les enfants et plus de stress pour tous ceux qui vivent dans la pauvreté.

Selon Saulnier, « Les données citées dans l'étude sont des estimations prudentes des coûts économiques de la pauvreté au Nouveau-Brunswick. Elles ne tiennent pas compte du vécu réel des pauvres au quotidien ni des conséquences qu'a la pauvreté pour la société. »

Jean-Claude Basque, coordonnateur provincial du Front commun pour la justice sociale, jette son propre regard sur la situation actuelle: «Depuis la crise économique de 2008, de nombreux travailleurs ont perdu leur emploi, tandis que de nombreux autres ont du mal à s'en sortir avec de faibles salaires ou du travail à temps partiel. Du même coup, la nourriture, l'essence, l'huile à chauffage et les prix des logements ont grimpé. Les gens vivant dans la pauvreté ont besoin, aujourd'hui plus que jamais, d'un filet solide de sécurité sociale. Garder des milliers de citoyens et leurs familles dans la pauvreté n'est pas seulement coûteux, mais aussi immoral. »

L'étude portant sur le coût de la pauvreté au Nouveau-Brunswick peut être téléchargé gratuitement à www.policyalternatives.ca. Pour ce qui est des entrevues avec les médias, veuillez appeler Christine Saulnier au (902) 240-0926 (cellulaire) ou Jean-Claude Basque au (506) 854-2745. Christine Saulnier présentera les conclusions de ce rapport lors du Forum provincial du Nouveau-Brunswick: «La pauvreté, la faim, la mauvaise santé - Mettons fin à cela!» organisé par le Front commun NB pour la justice sociale, et qui aura lieu le mercredi 28 septembre 2011 à Moncton. Pour plus d'information, voir <http://www.frontnb.ca/>.

-30-